

2. *Prie* le Secrétaire général, se fondant sur les communications reçues des gouvernements, de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-septième session et à tout autre moment qu'il jugera opportun, sur l'état de la ratification de ces pactes et du Protocole facultatif.

2001^e séance plénière,
6 décembre 1971.

2789 (XXVI). Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur ses activités courantes¹⁵ et ayant entendu sa déclaration¹⁶,

Notant avec satisfaction les résultats obtenus par le Haut Commissaire dans l'accomplissement de sa tâche humanitaire consistant à fournir une protection internationale aux réfugiés relevant de son mandat et à rechercher des solutions permanentes à leurs problèmes,

Considérant la coopération croissante et fructueuse qui s'est établie entre le Haut Commissariat et les autres organismes des Nations Unies dans le domaine de l'installation des réfugiés en milieu rural, de leur éducation et de leur formation dans les pays en voie de développement, notamment en Afrique, et qui a conduit à une meilleure coordination de l'action et à une plus grande efficacité de l'ensemble des organismes des Nations Unies,

Notant avec satisfaction que le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire a récemment décidé d'approuver la participation du Haut Commissariat au nouveau système de programmation par pays adopté par le Programme des Nations Unies pour le développement et son association, le cas échéant, à tous efforts déployés par les gouvernements, avec l'aide du Programme, pour développer des régions où d'importants groupes de réfugiés sont installés avec l'assistance du Haut Commissaire,

Reconnaissant l'importance du rapatriement librement consenti en tant que solution permanente au problème des réfugiés et le rôle utile que des organismes des Nations Unies et des institutions non gouvernementales peuvent jouer en vue de faciliter la réadaptation de groupes de réfugiés qui sont retournés volontairement dans leur pays d'origine,

Notant avec satisfaction l'accroissement du nombre des gouvernements qui contribuent au financement du programme d'assistance du Haut Commissaire et l'augmentation importante de certaines des contributions,

Se félicitant du nombre croissant d'adhésions à la Convention relative au statut des réfugiés, de 1951¹⁷, et au Protocole relatif au statut des réfugiés, de 1967¹⁸,

1. *Se déclare profondément satisfaite* de la façon efficace dont le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et son personnel continuent de s'acquitter de leurs tâches humanitaires;

¹⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 12 (A/8412) et Supplément n° 12A (A/8412/Add.1).

¹⁶ *Ibid.*, vingt-sixième session, Troisième Commission, 1874^e séance, par. 1 à 15.

¹⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, 1954, n° 2545.

¹⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 606, 1967, n° 8791.

2. *Prie* le Haut Commissaire de continuer à fournir une protection internationale et une assistance aux réfugiés dont il est habilité à s'occuper, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux directives du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire;

3. *Prie* le Haut Commissaire de poursuivre ses efforts, en coopération avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les institutions bénévoles, en vue de rechercher des solutions permanentes et rapides aux problèmes des réfugiés dont il est habilité à s'occuper, grâce au rapatriement librement consenti, à l'intégration dans des pays d'asile ou à la réinstallation dans d'autres pays;

4. *Prie instamment* les gouvernements de continuer à prêter leur appui à l'œuvre humanitaire du Haut Commissaire en :

a) Facilitant l'accomplissement de sa tâche dans le domaine de la protection internationale;

b) Coopérant à la recherche de solutions permanentes aux problèmes des réfugiés;

c) Fournissant les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs financiers fixés avec l'approbation du Comité exécutif.

2001^e séance plénière,
6 décembre 1971.

2790 (XXVI). Assistance des Nations Unies aux réfugiés du Pakistan oriental par l'intermédiaire du centre de coordination des Nations Unies et assistance humanitaire des Nations Unies au Pakistan oriental

A

L'Assemblée générale,

Prenant acte du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur ses activités en tant que centre de coordination de l'assistance internationale fournie pour porter secours aux réfugiés du Pakistan oriental se trouvant en Inde¹⁹,

Prenant acte également du rapport du Secrétaire général sur le programme d'assistance des Nations Unies visant à porter secours à la population du Pakistan oriental²⁰,

Désireuse de rendre hommage au Secrétaire général et au Haut Commissaire, ainsi qu'à leur personnel, pour les travaux qu'ils ont accomplis dans des conditions difficiles,

Profondément préoccupée par l'ampleur des souffrances humaines auxquelles la crise au Pakistan oriental a donné lieu et par les conséquences que celle-ci pourrait avoir,

Préoccupée également par le lourd fardeau imposé à l'Inde et par les effets perturbateurs de l'ensemble de la situation sur le processus de développement économique et social dans la région,

Notant avec satisfaction la rapidité et la générosité avec lesquelles la communauté internationale a répondu aux besoins qu'a suscités la crise et, en particulier, les efforts qu'ont déployés les organisations non gouvernementales en vue de réunir des fonds destinés à porter secours aux victimes,

¹⁹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Troisième Commission, 1876^e séance.

²⁰ *Ibid.*, 1877^e séance.

Reconnaissant que le rapatriement librement consenti est la seule solution satisfaisante au problème des réfugiés, ce qu'admettent pleinement tous les intéressés,

Estimant que le rapatriement librement consenti des réfugiés ne pourra avoir lieu que s'il est créé un climat de confiance,

Convaincue qu'un surcroît d'assistance internationale de grande envergure est nécessaire pour répondre aux besoins des réfugiés se trouvant en Inde et de la population du Pakistan oriental,

1. *Exprime sa profonde sympathie* à ceux qui ont souffert de la situation dans la région;

2. *Approuve* la désignation par le Secrétaire général du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés comme centre de coordination de l'assistance fournie aux réfugiés du Pakistan oriental en Inde par les organismes des Nations Unies et par leur intermédiaire, ainsi que l'initiative prise par le Secrétaire général de créer l'opération de secours des Nations Unies au Pakistan oriental;

3. *Prie* le Secrétaire général et le Haut Commissaire de poursuivre leurs efforts de coordination de l'assistance internationale et de s'assurer qu'il en est fait la meilleure utilisation possible afin d'alléger les souffrances des réfugiés se trouvant en Inde et de la population du Pakistan oriental;

4. *Fait appel* aux gouvernements, aux institutions intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils intensifient leurs efforts en vue d'aider, directement ou indirectement, avec la collaboration des gouvernements intéressés, à alléger les souffrances des réfugiés se trouvant en Inde et de la population du Pakistan oriental;

5. *Invite instamment* tous les Etats Membres, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, à intensifier leurs efforts en vue de créer les conditions nécessaires au rapatriement librement consenti et rapide des réfugiés dans leurs foyers.

2001^e séance plénière,
6 décembre 1971.

B

L'Assemblée générale,

Reconnaissant les efforts de grande envergure entrepris sur le plan humanitaire pour faire face aux problèmes sans précédent qui confrontent la communauté internationale,

Consciente de l'urgence et de la gravité extrême de la situation des réfugiés, qui prend des proportions dangereuses,

Recommande que le Président de l'Assemblée générale fasse une déclaration indiquant :

a) L'inquiétude de la communauté internationale, qui s'est rarement trouvée devant un problème de réfugiés aux proportions aussi gigantesques que celui des réfugiés du Pakistan oriental en Inde;

b) Que la participation bénévole des gouvernements et des organisations devrait se poursuivre et s'intensifier en vue d'aider le Secrétaire général et son représentant, ainsi que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés agissant en tant que centre de coordination, dans leur action humanitaire méritoire qui tend à alléger les souffrances des réfugiés et de la population du Pakistan oriental;

c) Que la seule solution à ce grave problème de réfugiés est le retour à leurs foyers dans la sécurité, ce qui nécessite un climat favorable que toutes les bonnes volontés doivent aider à créer, dans le respect des principes de la Charte des Nations Unies.

2001^e séance plénière,
6 décembre 1971.

2816 (XXVI). Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe

L'Assemblée générale,

Tenant compte de ce que, de tout temps, des catastrophes naturelles et d'autres situations critiques ont infligé de lourdes pertes en vies humaines et en biens, dont furent victimes tous les peuples et tous les pays,

Consciente et préoccupée des souffrances que causent les catastrophes naturelles et de leurs graves conséquences économiques et sociales pour tous les pays, spécialement pour les pays en voie de développement,

Consciente également des besoins divers des nations où se produisent ces cataclysmes, qui posent de nouveaux problèmes de coopération internationale,

Préoccupée de la capacité de la communauté internationale à venir en aide aux pays frappés par une catastrophe,

Rappelant ses résolutions 2034 (XX) du 7 décembre 1965, 2435 (XXIII) du 19 décembre 1968, 2608 (XXIV) du 16 décembre 1969 et 2717 (XXV) du 15 décembre 1970, ainsi que les résolutions 1533 (XLIX) et 1546 (XLIX) du Conseil économique et social, en date des 23 et 30 juillet 1970, relatives à l'assistance en cas de catastrophe naturelle,

Remerciant le Secrétaire général de son rapport complet²¹ et de son examen approfondi de tous les aspects de la question, et prenant note du passage pertinent de la déclaration qu'il a faite au Conseil économique et social, le 5 juillet 1971²²,

Prenant note de la résolution 1612 (LI) du Conseil économique et social, en date du 23 juillet 1971, relative à l'assistance en cas de catastrophe naturelle et d'autres situations critiques,

Prenant note de l'étude, annexée au rapport du Secrétaire général, sur le statut juridique des équipes de secours fournies, en cas de catastrophe, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies²³,

Ayant conscience de la nécessité de renforcer et de rendre plus efficaces les efforts collectifs de la communauté internationale, en particulier ceux des organismes des Nations Unies, dans le domaine de l'assistance internationale en cas de catastrophe,

Tenant compte de ce que l'assistance fournie à la demande des pays frappés par une catastrophe, sans préjudice de leurs programmes nationaux individuels au titre du Programme des Nations Unies pour le développement, peut contribuer efficacement au relèvement et au développement des zones sinistrées,

Tenant compte également de ce que la suite éventuellement donnée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et d'autres organismes de crédits et institutions de développement à

²¹ E/4994.

²² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, 1773^e séance.

²³ E/4994, annexe III.